



NATIONS UNIES EN  
**HAÏTI**



**HAÏTI**  
**VA DE L'AVANT**  
**PAS À PAS**

**2012**



# SOMMAIRE

Préface de M. Mariano Fernández Amunátegui, Représentant spécial du Secrétaire général en Haïti	3
Introduction de M. Nigel Fisher, Représentant spécial adjoint du Secrétaire général, Coordonnateur résident et de l'action humanitaire du système des Nations Unies en Haïti	4
État de droit	6
Gouvernance	8
Retour et réhabilitation des quartiers	10
Réduction des risques de catastrophe	12
Santé	14
Prévention et lutte contre le choléra	16
Action humanitaire	18
Emploi	20
Environnement	22
Éducation	24
Acronymes	26



# PRÉFACE

**MARIANO FERNÁNDEZ AMUNÁTEGUI**

Représentant spécial du Secrétaire général en Haïti

La situation politique actuelle en Haïti se caractérise par un processus de stabilisation qui, bien que fragile, est prometteur et doit être soutenu. Une stabilité politique durable est la clef du renforcement des institutions de gouvernance du pays, de la promotion du développement socio-économique et de la capacité d'attirer les investissements étrangers. La tenue d'élections crédibles en 2013 pour les législatives partielles, municipales et locales, permettra de renforcer les institutions publiques, tant au niveau national que local.

En 2012, la publication de la version corrigée des amendements constitutionnels et l'instauration du Conseil supérieur du pouvoir judiciaire (promulgué dans une loi de 2007 pour renforcer l'indépendance du pouvoir judiciaire, mais jusqu'à présent jamais constitué) ont représenté des progrès importants pour le gouvernement d'Haïti dans le renforcement des institutions de l'état de droit.

Globalement, la situation sécuritaire en 2012 est demeurée relativement stable, avec des cas de troubles civils principalement liés à des griefs d'ordre socio-économique, dans un contexte difficile caractérisé par une faible croissance. Bien que les performances de la Police nationale d'Haïti aient poursuivi leur amélioration progressive en 2012, l'institution n'est pas encore en mesure d'assumer l'entière responsabilité de la sécurité intérieure dans tous les départements du pays.

Dans ce contexte, le personnel militaire et de police de la MINUSTAH a joué un rôle essentiel dans le maintien de la sécurité et de la stabilité. L'Organisation des Nations Unies en Haïti et ses partenaires internationaux ont continué à fournir un appui technique, logistique et financier pour faire avancer les processus clés de stabilisation, y compris, entre autres, le renforcement de la Police nationale d'Haïti, la préparation des prochaines élections et la réforme d'institutions cruciales de l'état de droit, notamment le système judiciaire et le système carcéral.

# INTRODUCTION

## NIGEL FISHER

Représentant spécial adjoint du Secrétaire général, Coordonnateur résident et de l'action humanitaire du système des Nations Unies en Haïti

### COMMENT DÉFINIR LES PROGRÈS RÉALISÉS EN HAÏTI EN 2012 ?

**Réponse :** Mitigés. Avec des avancées, certes, mais aussi de nombreux sujets de préoccupation.

Les résultats préliminaires de l'Enquête Mortalité, Morbidité et Utilisation des Services (EMMUS V 2012), menée par l'Institut haïtien de l'enfance et l'Institut haïtien de statistique et d'informatique de janvier à juin 2012, montrent une amélioration significative de nombreux indicateurs, par rapport à la situation en 2006 : une augmentation nette du taux d'inscription à l'école primaire, de meilleurs taux de vaccination, une couverture plus large en soins prénataux, une baisse de la malnutrition sévère chez les enfants, ainsi que des taux de mortalité infantile et juvénile. En outre, la proportion de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées a doublé, même si cela signifie que seul un quart des Haïtiens y a accès à ce jour. Dans d'autres domaines, il n'y a pas eu d'amélioration réelle : il y a eu peu d'avancées dans l'accès à des sources d'eau protégées, et si quatre-vingt pour cent des Haïtiens sont bien informés des risques liés au VIH/SIDA et si le pourcentage de naissances de bébés séropositifs est resté stable, les chiffres ont à peine changé depuis 2006, ou n'ont que faiblement reculé.

Bien sûr, entre les deux enquêtes EMMUS, nous avons eu des inondations massives en 2008, le tremblement de terre dévastateur du 12 janvier 2010, l'épidémie de choléra la plus grave au monde et, cette année, une sécheresse à l'échelle régionale et deux tempêtes tropicales qui ont ravagé la production agricole et la pêche, plongeant un nombre croissant de familles haïtiennes dans une situation de grave insécurité alimentaire. Oui, quatre-vingt pour cent des Haïtiens déplacés vers des camps en 2010 les ont aujourd'hui quittés, mais 350 000 y vivent encore dans des conditions qui se détériorent. Oui, le taux d'infection au choléra et le taux de mortalité lié à la maladie sont en net repli, mais Haïti est toujours pris dans une grave épidémie de choléra.

Nous travaillons à des solutions de développement pour s'attaquer à ces problèmes : la création d'emploi et la relance de l'agriculture, contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire ; le lancement d'un plan national d'éradication du choléra sur dix ans qui consacrerait la plus grande partie du budget proposé à l'amélioration des structures d'eau et d'assainissement ; l'accélération des recherches de solutions de logement, basées sur les communautés, sous le leadership de l'Unité de Construction de Logements et de Bâtiments Publics (UCLBP). Toutefois, même si ces solutions durables prennent forme, les populations vulnérables ont besoin d'un soutien immédiat. Alors que les ressources humanitaires s'amenuisent, nous devons faire en sorte que les financements du développement permettent de trouver à la fois des solutions immédiates et des solutions à long terme. Le nouveau cadre de Coordination de l'Aide Externe au Développement d'Haïti (CAED) fournit une plateforme pilotée par le gouvernement pour qu'Haïti et ses partenaires puissent répondre aux priorités dans le cadre du plan national. Ce cadre incorpore en outre la réduction des risques de catastrophe comme l'une de ses priorités.

Début 2012, le Fonds monétaire international (FMI) avait prévu 6% de croissance du PIB pour l'année, mais a revu ses prévisions à environ 2,5%. Haïti est ouvert aux affaires, certes, avec la signature de nouveaux accords d'investissements, un nouveau parc industriel, de nouveaux hôtels et plus de routes pavées, mais de nombreux problèmes structurels demeurent, notamment les difficultés pour créer une entreprise, le cauchemar du régime foncier et l'opacité des procédures contractuelles et d'appels d'offres. De nouveaux projets de développement ont pris forme en 2012, tout comme le financement du budget national, mais dans le même temps, le taux de respect des engagements en matière de développement international a décliné en 2012, pendant que les partenaires internationaux assistaient inquiets à l'enlisement continu de la situation au niveau politique. Une quantité importante de fonds de l'aide au développement déjà disponible pour les entités gouvernementales, n'est en outre toujours pas dépensée, bloquée par des problèmes administratifs ou de gestion.



Dans ce rapport, nous tentons de montrer les authentiques progrès rendus possibles par la coopération entre les Nations Unies et le gouvernement et la population d'Haïti, mais nous soulignons aussi les défis qui demeurent. L'ONU en Haïti est fermement engagée dans l'accompagnement d'Haïti vers la réalisation de ses aspirations pour une plus grande autonomie, une gouvernance plus solide, le développement durable et la réduction de la vulnérabilité de la majorité de sa population qui vit dans la pauvreté. La famille des Nations Unies est également déterminée à renforcer les institutions nationales, comme le montrent le soutien technique continu apporté à la Direction de la Protection Civile et le plan de transition, approuvé par le gouvernement, du système de cluster humanitaire vers un soutien aux différentes entités des ministères sectoriels, afin de leur permettre de gérer la préparation et la réponse aux catastrophes. Nous sommes également engagés à agir conjointement autant possible, afin d'améliorer la cohérence de nos actions et de réduire les coûts que notre coopération engendre chez nos contreparties nationales. Notre propre cadre de travail programmatique à l'échelle du système des Nations Unies, le plan stratégique intégré, est basé sur les principaux piliers et les priorités du plan stratégique de développement d'Haïti.

Des progrès et des défis, donc : à mesure que le taux d'inscription à l'école primaire augmente, la préoccupation du gouvernement et de ses partenaires doit être de réduire le taux d'abandon et d'augmenter les résultats d'apprentissage. À mesure que l'accès aux services de santé augmente, les questions de qualité des soins et d'équité deviennent primordiales. À mesure que les Haïtiens quittent les camps, la qualité des logements et les conditions de vie dans les communautés deviennent des éléments dominants de notre programmation conjointe. Le gouvernement a d'ailleurs lancé une série de mesures bienvenues en matière de protection sociale, qui seront d'autant plus bénéfiques qu'elles gagneront en cohérence entre elles. Dans ce rapport, les résultats des programmes de coopération des Nations Unies en Haïti sont décrits. Il est fondamental que les acteurs des Nations Unies étendent leurs activités thématiques et de renforcement institutionnel aux institutions locales, au bénéfice des plus vulnérables et contre les inégalités de genre qui perdurent.

C'est une année de progrès et de contraintes qui s'achève. Nous abordons cette nouvelle année, comme toujours, avec optimisme. Nous maintenons notre engagement à l'accompagnement. Nous espérons vivre une année où la confiance sera encore plus grande entre Haïti et ses partenaires internationaux, entre les Haïtiens et leur gouvernement, et au sein même de la classe dirigeante. Nous pouvons progresser sur une base de confiance et d'obligations mutuelles. Nous nous réjouissons également de soutenir le plan national d'Haïti, un plan focalisé sur les priorités essentielles du pays et sur la base d'une analyse réaliste des ressources disponibles. Haïti a les moyens d'exercer un plus grand contrôle sur sa propre destinée. La famille des Nations Unies est ici pour soutenir les priorités nationales et aider à bâtir une plus grande autonomie pour le pays. Men anpil, chay pa lou.

Port-au-Prince, décembre 2012



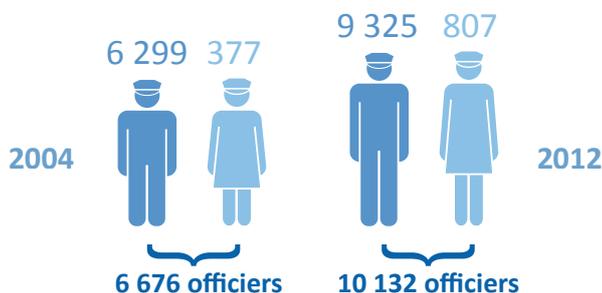
## ÉTAT DE DROIT

*L'établissement de l'état de droit en Haïti demeure un défi, en grande partie en raison d'institutions dysfonctionnelles (justice, police et prisons). Une police professionnelle et un système de justice responsable sont deux éléments essentiels à la stabilité d'un pays, et donc aux investissements, à la croissance économique et au développement.*

*Les Nations Unies soutiennent le renforcement de l'état de droit dans le pays en encourageant la gouvernance démocratique, en améliorant la sécurité juridique et physique des personnes et en appuyant la réforme de l'administration publique.*

### FAITS ET CHIFFRES

#### POLICE



Le plan de développement de la Police nationale haïtienne (PNH) pour la période 2012-2016 est approuvé.

480 policiers et 20 magistrats ont été formés sur la justice des mineurs.<sup>(1)</sup>

La PNH et des officiers de la police judiciaire ont reçu des formations sur les violences sexuelles et basées sur le genre, les droits de l'homme et les procédures d'intervention et d'enquête criminelle. Des points focaux

#### SÉCURITÉ :

##### LE MAINTIEN DE LA PAIX EN ACTION

285 patrouilles quotidiennes de police (UNPoI)

700 patrouilles quotidiennes de contingents militaires

} en moyenne sur tout le territoire

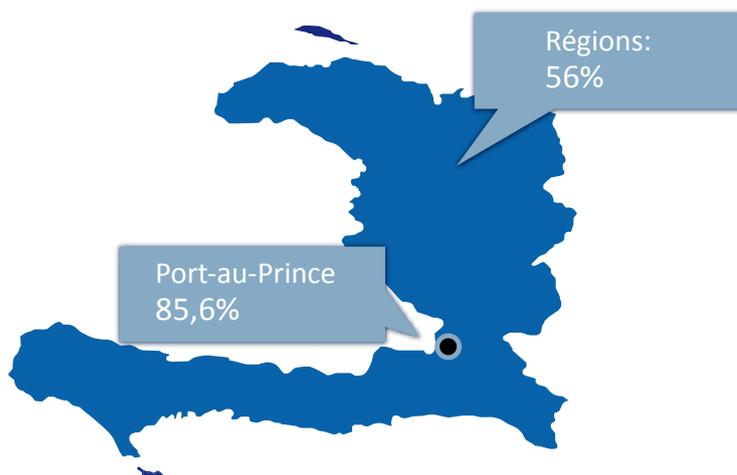
ont été nommés sur les questions de genre dans 20 commissariats du pays.<sup>(2)</sup>

Un Bureau de coordination des affaires féminines et des questions de genre a été créé au sein de la PNH.

L'Administration générale des douanes est désormais opérationnelle aux quatre postes-frontière avec la République dominicaine.

## SYSTÈME CARCÉRAL

### Taux de détention préventive



Des Comités de surveillance de la détention préventive ont été mis en place dans 7 juridictions.

Une nouvelle prison à la Croix des Bouquets a été inaugurée.

## JUSTICE

Le Conseil supérieur du pouvoir judiciaire a été établi et le Président de la Cour de cassation a été nommé.

16 tribunaux ont été réhabilités ou construits.<sup>(3)</sup>

## DÉFIS ET PERSPECTIVES

Les Nations Unies vont continuer leurs efforts en faveur du renforcement de la police, de la justice et du système carcéral, ainsi que leur soutien à la réforme de l'administration publique et au développement des capacités de gestion des frontières.

Au-delà de l'appui aux institutions et à la bonne gouvernance, la consolidation d'une culture de l'état de droit est essentielle pour la protection des droits des citoyens.

La mise en place de mécanismes fonctionnels de contrôle et de vérification, comme le Conseil supérieur du pouvoir judiciaire, l'Inspection générale de la police, la Cour de cassation et l'Unité de lutte contre la corruption, doit se poursuivre. Elle doit aller de pair avec une réelle stabilité et une ferme détermination politique.

Tels sont les principaux défis qui attendent Haïti pour enraceriner l'état de droit dans le pays, alors que de nombreux projets de lois sont toujours en attente de décisions législatives.

Des amendements à la Constitution ont été adoptés, notamment concernant la mise en place d'un Conseil constitutionnel et l'obligation de garantir 30% de femmes dans la vie publique.

Réouverture de 4 Bureaux d'assistance légale (BAL) à Port-au-Prince.<sup>(4)</sup>

20 Magistrats formés en France avec le soutien du gouvernement français.<sup>(5)</sup>

## PROTECTION

Le ministère délégué aux Droits de l'homme et à la Lutte contre la pauvreté extrême a été créé.

113 victimes de traite des êtres humains ont été prises en charge par la Brigade de protection des mineurs (BPM) et ses partenaires.<sup>(6)</sup>

La loi organique de l'Office de la protection du citoyen et de la citoyenne (OPC) a été promulguée en juillet 2012 avec le soutien des Nations Unies.

Création de centres d'accueil pour les victimes de violences sexuelles et basées sur le genre dans 5 commissariats de Port-au-Prince.<sup>(7)</sup>



## TÉMOIGNAGE

« Je suis fier d'être l'image de Bel Air, un quartier de Port-au-Prince perçu comme défavorisé et d'où sortent de mauvais éléments. Mais je ne suis pas seul, il y en a d'autres, comme moi, qui s'en sortiront petit à petit et monteront en grade. »

Gary Desrosiers, Porte-parole adjoint de la PNH, a été promu au rang d'inspecteur le 12 juin 2012.



## GOVERNANCE

*La faiblesse de la gouvernance institutionnelle reste un défi primordial en Haïti. Les revenus de l'État couvrent à peine les besoins opérationnels des ministères et ne permettent que des investissements limités. L'accès aux services publics demeure de manière générale nettement insuffisant et varie beaucoup d'une région à une autre.*

*En dépit de ce contexte, 2012 a connu plusieurs avancées positives. Le lancement du Cadre national de coordination de l'aide externe au développement (CAED) le 26 novembre 2012 a constitué une étape importante vers une plus grande efficacité de l'aide. Des progrès ont également été effectués au regard du programme de réforme de l'État.*

## FAITS ET CHIFFRES

### AU NIVEAU CENTRAL

Le bureau des ressources humaines du gouvernement a mené **dix forums régionaux de consultations** afin de valider le programme cadre de réforme gouvernementale, une initiative soutenue par les Nations Unies.<sup>(1)</sup>

Le **lancement du CAED** fournit une plateforme pour que les parties prenantes haïtiennes et la communauté internationale puissent renforcer la responsabilité mutuelle, la confiance, ainsi que l'efficacité de l'aide dans le pays.

Dans le cadre du CAED, un soutien technique est apporté au ministère de la Planification et de la Coopération

Externe (MPCE) pour la mise en œuvre du **Module de gestion de l'aide externe**, dont l'objectif est d'accroître la transparence de l'aide et de renforcer les capacités du gouvernement en matière de gestion des ressources externes.<sup>(2)</sup>

L'Institut haïtien de statistique et d'information (IHSI) a reçu une assistance technique pour la finalisation de l'enquête nationale 2012 EMMUS V, qui fournit des données actualisées sur les principaux indicateurs de développement.<sup>(3)</sup>

L'IHSI a aussi reçu des **équipements et des bases de données importantes**, notamment pour l'inventaire des bâtiments et des informations géospaciales.<sup>(4)</sup>

Des **ressources humaines et techniques** ont également été allouées au Centre national d'information géospatiale afin d'augmenter la quantité et d'améliorer la qualité des cartes produites.<sup>(5)</sup>

Les Nations Unies ont contribué au **développement de stratégies et plans sectoriels** coordonnés par le gouvernement, notamment le plan d'éradication du choléra sur dix ans, élaboré par le ministère de la Santé et la Direction nationale de l'eau potable et de l'assainissement (DINEPA), ainsi que le projet de politique nationale du logement, de l'habitat et du développement urbain coordonné par l'Unité de construction de logements et de bâtiments publics (UCLBP).<sup>(6)</sup>

Deux **bâtiments administratifs** pour le ministère de l'Intérieur ont été construits.<sup>(7)</sup>

La **Convention de La Haye** sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale a été ratifiée par le Parlement.

## AU NIVEAU DÉPARTEMENTAL

Les Nations Unies ont apporté un soutien technique et financier au **développement du budget de 140 communes**. 131 d'entre elles ont soumis leur budget au ministère de l'Intérieur pour vérification et validation.<sup>(8)</sup>

Évaluation finalisée des **performances de toutes les municipalités** pour la période 2006-2011.<sup>(9)</sup>

Construction de **15 bâtiments municipaux et de 9 vice-délégations** avec le soutien des Nations Unies.<sup>(10)</sup>

Dans le cadre d'un effort plus large pour définir des **plans de développement urbain** dans tout le pays, le MPCE poursuit ses consultations avec les habitants. Plus de 700 personnes ont participé à ces exercices de planification à Jacmel et au Cap Haïtien.<sup>(11)</sup>

## AU NIVEAU COMMUNAUTAIRE

Des **plateformes communautaires ont été mises en place** dans les localités du programme 16/6, piloté par le gouvernement. Ces plateformes aident les communautés à discuter et à définir les priorités en matière de travaux et de réhabilitation dans leurs quartiers.<sup>(12)</sup>

Des **centres communautaires** ont été bâtis grâce à plusieurs programmes soutenus par les Nations Unies, afin de faciliter le partage d'informations sur les pratiques les plus sûres en matière de construction et d'accompagner les réparations et les constructions de logements entreprises par les Haïtiens eux-mêmes.<sup>(13)</sup>

Lancement d'un programme de **renforcement des organisations locales** afin de développer les capacités de plaider au sein de la société civile haïtienne.<sup>(14)</sup>



Plateforme communautaire à Morne Hercule

## DÉFIS ET PERSPECTIVES

Si des progrès encourageants ont été accomplis en 2012, de nombreux défis persistent, notamment dans la mise en œuvre de la réforme de l'administration publique, ainsi que dans le développement de processus d'achats plus transparents, de procédures foncières plus claires et de conditions encourageant les investissements.

L'approche privilégiée doit être celle d'une transformation, et non d'une substitution, où les partenaires internationaux, y compris les Nations Unies, accompagnent les institutions et la société civile haïtienne dans la réalisation de leur développement.

Cette priorité transversale apparaît clairement dans le Cadre stratégique intégré du système des Nations Unies en Haïti pour 2013-2016, qui est pleinement aligné sur le Plan stratégique pour le développement d'Haïti et approuvé par le gouvernement.

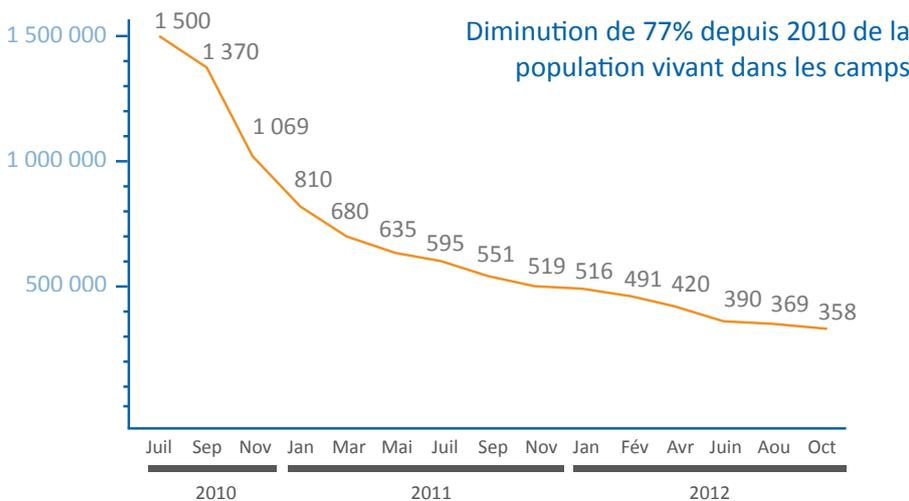
Entités ONU : <sup>(6)</sup>BIT, <sup>(3)</sup><sup>(4)</sup><sup>(5)</sup>FNUAP, <sup>(7)</sup><sup>(8)</sup><sup>(9)</sup><sup>(10)</sup><sup>(14)</sup>MINUSTAH, <sup>(4)</sup><sup>(5)</sup><sup>(6)</sup><sup>(12)</sup>OIM, <sup>(4)</sup><sup>(5)</sup><sup>(6)</sup><sup>(11)</sup><sup>(13)</sup>ONU Habitat, <sup>(6)</sup>OPS/OMS, <sup>(1)</sup><sup>(2)</sup><sup>(3)</sup><sup>(6)</sup><sup>(11)</sup><sup>(12)</sup><sup>(13)</sup>PNUD, <sup>(6)</sup>UNICEF, <sup>(6)</sup><sup>(12)</sup>UNOPS  
<sup>(6)</sup>Banque Mondiale.



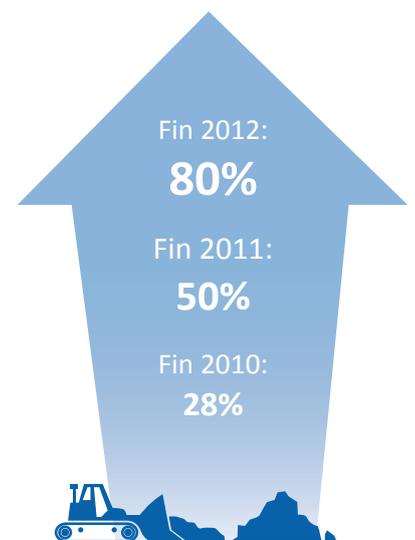
# RETOUR ET RÉHABILITATION DES QUARTIERS

Ces dernières décennies, les logements se sont développés de manière informelle à Port-au-Prince et dans d'autres villes d'Haïti, sans cadre de régulation ou politique sectorielle pour la gestion de la croissance urbaine. Le tremblement de terre a crûment mis en lumière la grande vulnérabilité des Haïtiens, et la nécessité d'adopter des pratiques de construction plus sûres. En 2012, des progrès significatifs ont été obtenus avec le soutien des Nations Unies et de leurs nombreux partenaires travaillant dans la construction et le développement urbain.

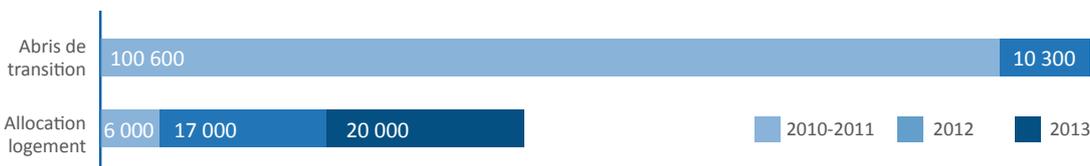
NOMBRE TOTAL DE DÉPLACÉS DE JUILLET 2010 À OCTOBRE 2012



DÉBRIS NETTOYÉS



ACTIVITÉS DE RECONSTRUCTION DEPUIS 2010 ET PRÉVISIONS 2013



## FAITS ET CHIFFRES

80% des débris générés par le tremblement de terre ont été nettoyés par le gouvernement d'Haïti, les Haïtiens eux-mêmes et les partenaires (dont 10% dans le cadre de programmes soutenus par les Nations Unies).<sup>(1)</sup>

200 000 pavés et 20 000 carreaux ont été produits avec les débris et réutilisés dans les quartiers sous la forme d'escaliers, de rues pavées et de maisons.

Près de 7 000 personnes ont été formées aux pratiques sûres de construction et de réparation, à la planification urbaine et au régime foncier haïtien.

158 833 familles touchées par le tremblement de terre ont bénéficié d'une solution de logement.<sup>(2)</sup>

99% des bénéficiaires qui ont reçu une allocation logement certifient que cette aide est survenue au moment où ils en avaient le plus besoin.<sup>(3)</sup>

46 000 habitants des quartiers du programme 16/6 ont bénéficié de la reconstruction (« maisons rouges ») ou de la réparation (« maisons jaunes ») de leur domicile.<sup>(4)</sup>

Dans ces quartiers, 1,2 kilomètre de route et 1,5 kilomètre de canaux de drainage ont été construits et 400 lampadaires solaires ont été installés.

20 plans de réhabilitation des quartiers ont été conçus avec les communautés, leurs leaders recevant une formation à la planification urbaine.

Un budget opérationnel provenant des ressources de l'État a été formellement alloué à l'Unité de construction de logements et de bâtiments publics (UCLBP), et un projet de politique de logement, de l'habitat et de développement urbain a été élaboré.<sup>(5)</sup>

Une Unité de l'Information et de la Technologie a été instituée au sein du ministère des Travaux publics, Transports et Communications (MTPTC), afin d'évaluer ses projets de reconstruction et de soutenir la sensibilisation des populations aux bonnes pratiques en matière de construction.<sup>(6)</sup>

## DÉFIS ET PERSPECTIVES

Parmi les objectifs principaux de 2013 figurent :

- l'accompagnement au retour des Haïtiens qui vivent toujours dans des camps.
- le renforcement continu des institutions haïtiennes travaillant dans le domaine du logement, du développement urbain et des efforts de reconstruction.
- l'intensification des activités de réhabilitation des quartiers de retour et du plaidoyer en faveur de l'intégration systématique de la réduction des risques de catastrophe dans la planification urbaine et la réhabilitation des quartiers.
- l'accélération du rythme des formations aux bonnes pratiques de construction, et leur pérennisation.
- la mise en œuvre de différents outils pour soutenir une stratégie de logements durables :

- **Crédit** : explorer les différentes options financières possibles pour que les populations vulnérables puissent sécuriser et renforcer leur logement et leur environnement.

- **Régime foncier** : fournir une base de travail et définir les étapes en vue d'une future loi.

- Continuer d'avancer dans le développement et la mise en œuvre de différentes solutions de logement.

- Évaluer les technologies alternatives disponibles et accessibles dans le contexte haïtien, et guider le gouvernement vers des pratiques de construction plus durables.

## TÉMOIGNAGE



« Depuis que nous avons emménagé ici, nos vies sont tellement meilleures ! On se sent en sécurité dans cette zone, comme avant le tremblement de terre, et maintenant, nous avons de l'eau et de l'électricité ».

Après des mois passés dans un camp, Wilbert et Pauline ont pu s'installer dans un deux-pièces avec le soutien de programmes d'allocation logement et d'incitation financière.

<sup>(2)</sup> Dont 110 964 abris temporaires construits par des membres du cluster E-Shelters, 23 233 allocations logement, 5 911 logements permanents et réparations de maisons endommagées.

Entités ONU : <sup>(1)</sup> <sup>(4)</sup> <sup>(5)</sup> BIT, <sup>(3)</sup> E-shelter cluster, <sup>(5)</sup> MINUSTAH, <sup>(4)</sup> <sup>(5)</sup> OIM, <sup>(1)</sup> <sup>(5)</sup> <sup>(6)</sup> ONU Habitat, <sup>(1)</sup> <sup>(4)</sup> <sup>(5)</sup> PNUD et <sup>(1)</sup> <sup>(4)</sup> <sup>(6)</sup> UNOPS

<sup>(5)</sup> Banque Mondiale.



## RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE

*L'index de risque de catastrophes naturelles en Haïti figure parmi les plus hauts du monde. L'érosion et la déforestation aggravent les conséquences d'inondations régulières surtout en saison cyclonique. Depuis le début des années 2000, le Système national de gestion des risques de catastrophe a développé une culture de réduction des risques dans tout le pays, à travers des activités de prévention, de préparation et de réponse. La Direction de la Protection Civile (DPC) a aussi considérablement renforcé ses capacités aux niveaux national et départemental, avec le soutien accru, tant financier qu'humain, de ses partenaires, y compris les Nations Unies.*

### FAITS ET CHIFFRES

#### PRÉVENTION ET ATTÉNUATION DES RISQUES

244 km de routes ont été réhabilitées depuis octobre 2011.

.....

Plus de 70 km de ravines, canaux d'irrigation et de drainage, ont été nettoyés.

.....

25 000 m<sup>3</sup> de débris ont été enlevés de 10 ravines importantes de Port-au-Prince par quatre compagnies du génie militaire de la MINUSTAH, afin de prévenir les inondations.

.....

7 centres à usages multiples dans certaines des communes les plus vulnérables du Sud ont été équipés de panneaux solaires et de systèmes de purification de l'eau. Ces centres sont utilisés comme lieux d'évacuation en cas de catastrophe naturelle.

.....

36 projets de réduction des risques d'inondation et d'amélioration de l'assainissement dans des quartiers vulnérables (51 000 Haïtiens employés, dont 30% de femmes).<sup>(1)</sup>

#### SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

41 000 familles (60% de femmes) des zones urbaines et péri-urbaines ont reçu des intrants agricoles et vendu une partie de leur production.

.....

Plus de 8 000 hectares de terres agro-forestières ont été plantés et réhabilités avec des méthodes de conservation des sols.

.....

Un réseau de distribution d'urgence a été développé pour apporter l'assistance alimentaire nécessaire aux plus touchés par les catastrophes (tempête Isaac et ouragan Sandy en 2012).



## PRÉPARATION ET RÉPONSE

Création d'un plan national et de dix plans départementaux de contingence en saison cyclonique.

Organisation de quatre exercices de simulation aux cyclones (SIMEX) au niveau national et dix au niveau départemental, ainsi que du premier SIMEX au tsunami, afin d'améliorer la coordination et la réponse.

Formation de plus de 4 500 personnes vivant dans les zones les plus vulnérables à la préparation aux catastrophes, à l'évacuation et aux premiers soins.

## DÉVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL

Équipement d'un Centre national d'opération d'urgence et de 10 Centres départementaux, aujourd'hui pleinement opérationnels.

Intégration de **70 experts locaux à la DPC**, dont 10 au niveau départemental, et mise en place d'un réseau de télécommunications.

## DÉFIS ET PERSPECTIVES

L'une des priorités reste l'adoption au niveau national d'un cadre légal pour la réduction des risques de catastrophe, et l'évaluation aux niveaux national et départemental, des moyens et activités dans le secteur.

Un financement soutenu de la part des donateurs est essentiel pour continuer à investir dans le renforcement des capacités institutionnelles à tous les niveaux et pour intensifier les progrès en matière d'atténuation et d'infrastructures, notamment la réhabilitation des berges, les systèmes de drainage et la construction de logements répondant aux normes sismiques.

Il est fondamental que des campagnes de sensibilisation à la prévention des catastrophes soient élargies au maximum de personnes dans le pays, et que l'intégration de la réduction des risques de catastrophe dans les programmes scolaires soit étendue.

Enfin, les efforts doivent être maintenus pour consolider le système national d'alerte rapide et pour renforcer les capacités logistiques et de communication d'urgence.

## TÉMOIGNAGE

*« Pour qu'Haïti et les Haïtiens soient plus résilients aux catastrophes »*

Marie Alta Jean-Baptiste, directrice de la DPC





## SANTÉ

*Même avant le tremblement de terre, la situation sanitaire en Haïti était déjà l'une des plus fragiles de la région, malgré des progrès significatifs, notamment en matière de nutrition et de prévention du VIH-SIDA.*

*En 2012, les Nations Unies ont continué à soutenir un large éventail de programmes visant à améliorer les services disponibles pour les plus vulnérables, à travers des acteurs étatiques et non-étatiques. La lutte contre le choléra est demeurée une priorité. Depuis le début de l'épidémie en octobre 2010, les Nations Unies ont dépensé 118 millions de dollars dans des activités de prévention et de traitement de la maladie, en soutien au gouvernement d'Haïti.*

### FAITS ET CHIFFRES

Le gouvernement, les Nations Unies et un ensemble de partenaires ont mené une **campagne de vaccination nationale de près de 3 millions d'enfants** de moins de 10 ans contre la polio, la rougeole et la rubéole.

Le **taux de malnutrition sévère** chez les enfants de moins de 5 ans est passé de 9% en 2006 à **5,1% en 2012**.

**Plus de 360 000 Haïtiens** ont bénéficié de programmes de prévention et de traitement de la malnutrition modérée, avec le soutien du ministère de la Santé et de l'ONU.<sup>(1)</sup>

Fin 2012, le taux de mortalité lié au choléra à l'échelle du pays était de 1,2%, soit moitié moins qu'au mois de novembre 2010 (2,4%).<sup>(2)</sup>

Un **plan sur 10 ans d'éradication du choléra** en Haïti a été finalisé par le ministère de la Santé et la Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA), avec l'assistance technique de l'ONU.<sup>(3)</sup>

L'**initiative lancée par le Secrétaire-général** de l'ONU le 11 décembre 2012 intervient en soutien direct à ce plan. Elle vise à élargir l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, ainsi qu'à améliorer les soins de santé et la mobilisation des ressources contre le choléra en Haïti pour 2013, et au-delà.

**Les infections au VIH** ont **diminué de 50%** entre 2008 et 2012.<sup>(4)</sup>

Le nombre de malades sous traitement aux antirétroviraux a augmenté de 200% ces quatre dernières années.<sup>(5)</sup>

Plus de 70% des malades de la tuberculose ont été guéris en 2012, avec le soutien du Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme. Les activités soutenues par ce Fonds sont mises en œuvre par le gouvernement d'Haïti, la Croix rouge haïtienne et plusieurs partenaires non-gouvernementaux.<sup>(6)</sup>

Plus de 62 000 enfants de moins de cinq ans ont reçu des moustiquaires imprégnées de longue durée dans quatre des départements où le paludisme est le plus endémique.<sup>(7)</sup>

Quatre maternités sont désormais opérationnelles dans la région de Port-au-Prince, l'Artibonite et le Sud-Est, fournissant des soins d'urgence en obstétrique néo-natale, des conseils en planification familiale et des services de prévention de la transmission de la mère à l'enfant. Ces services ont également été introduits dans 11 établissements de santé supplémentaires dans le pays, au bénéfice de 18 300 femmes enceintes.<sup>(8)</sup>

Plus de 20 000 jeunes ont participé à une campagne de sensibilisation à la santé reproductive dans les Nippes et le Sud-Est.<sup>(9)</sup>

En 2012, plus de 47 000 Haïtiens vivant dans les camps de Port-au-Prince et ses environs ont reçu des informations sanitaires sur les maladies hydriques, le paludisme, la dengue, la tuberculose, le VIH et la santé reproductive.<sup>(10)</sup>

## DÉFIS ET PERSPECTIVES

➤ Les Nations Unies vont poursuivre leur soutien au gouvernement d'Haïti pour la planification, la gestion, l'évaluation et la décentralisation des services sociaux de base, en particulier dans les communes les plus vulnérables et les plus dépourvues.

➤ Elles travailleront avec lui pour augmenter les ressources nationales allouées à la lutte contre le VIH-SIDA, qui demeure, à ce jour, financée à plus de 90% par des partenaires externes. En outre, l'assistance financière et technique aux institutions sera maintenue pour une meilleure intégration du traitement du choléra et de la gestion de l'eau et des services d'assainissement dans les structures de santé.



## TÉMOIGNAGE

### La méthode de la mère kangourou améliore l'état de santé des prématurés

En Haïti, un bébé né avant terme est particulièrement vulnérable.

Toutefois, grâce à la méthode de « la mère kangourou », où la mère est à la fois source de chaleur et d'alimentation, de plus en plus de prématurés survivent dans l'unité néo-natale de l'Hôpital de l'Université d'État d'Haïti, à Port-au-Prince.

La méthode, qui doit son nom aux techniques des marsupiaux pour porter leurs enfants, a été développée comme une alternative aux couveuses, dans les régions où ces dernières sont indisponibles ou peu fiables.

Le bébé ne porte qu'une couche et un petit chapeau, et est placé en position fœtale directement contre la poitrine de sa mère.

« La méthode de la mère kangourou est probablement la meilleure pour les enfants nés avant terme ou en sous-poids », explique Mireille Tribié, spécialiste Santé de l'UNICEF. « Elle permet aux bébés de retrouver une bonne température corporelle, les battements de cœur et la respiration de leur mère, ce qui améliore leur prise de poids et réduit les incidences de maladies respiratoires ».

En outre elle favorise la régularité du sommeil de l'enfant, ainsi que l'allaitement maternel.

<sup>(2)</sup> Voir la fact sheet sur la prévention et la lutte contre le choléra pour plus d'informations.

<sup>(4)</sup> Source: ONUSIDA/OMS/MSPP

<sup>(5)</sup> Source: MSPP/PNLS estimations 2012, de 20 015 (2008) à 41 200 (2012); Rapport UNGASS; PNLS bulletin Dec. 2012

<sup>(6)</sup> GHESKIO, ZL/PiH, Care, FEBS, PLAN, Save the Children, MARCH, VDH, FOSREF, CDS, Espoir Anaise et PSI. Depuis 2011, le PNUD est responsable de la gestion financière du Fonds.

Entités ONU : <sup>(8)</sup> FNUAP, <sup>(10)</sup> OIM, <sup>(1)</sup> PAM, <sup>(3)</sup> OPS/OMS, PNUD, <sup>(3)</sup> <sup>(7)</sup> <sup>(8)</sup> UNICEF

## PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE LE CHOLÉRA

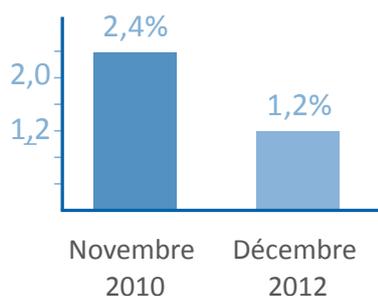
Renforcer la capacité du gouvernement à lutter contre le choléra demeure un objectif central des efforts des Nations Unies, y compris de l'initiative lancée récemment par leur Secrétaire-général, Ban Ki-moon. Cette dernière vise à élargir l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, à améliorer les soins de santé et à mobiliser au niveau mondial les ressources nécessaires contre le choléra en Haïti, pour 2013 et au-delà.

### FAITS ET CHIFFRES

Au 6 décembre 2012, **621 660 cas de choléra** ont été enregistrés par le ministère de la Santé publique et de la Population (MSPP).

**7 759 morts dues au choléra** ont été enregistrées à cette même date.

Taux de mortalité à l'échelle du pays, moyenne mensuelle en %.



Au total, le système des Nations Unies a dépensé **118 millions de dollars** dans la lutte contre l'épidémie depuis son apparition.

Un système d'alerte rapide, géré par le MSPP, est fonctionnel depuis le mois de novembre 2010.<sup>(1)</sup>

80% des pics de choléra ont été traités par la Direction de la réponse aux urgences de la Direction nationale de l'eau potable et de l'assainissement (DINEPA), soutenue par les Nations Unies.<sup>(2)</sup>

Plus de **4 300 agents communautaires de la santé et de l'assainissement** ont reçu une formation au choléra et aux messages de prévention à diffuser, tout comme 1 400 professionnels de la santé.<sup>(3)</sup>

Les risques pour environ 1 million de personnes ont été réduits en **intensifiant l'enlèvement des boues** dans les zones les plus exposées.<sup>(4)</sup>

Des **travaux d'atténuation des risques** ont aussi été entrepris dans les camps.<sup>(5)</sup>

Depuis 2010, 240 écoles ont été équipées de toilettes améliorées permettant le lavage des mains.<sup>(6)</sup>



La lutte contre le choléra a aussi bénéficié du soutien logistique des Nations Unies, notamment pour le transport de personnel et de matériel, y compris **400 tonnes d'équipements d'adduction d'eau et d'assainissement**.<sup>(7)</sup>

La réponse humanitaire a aussi été appuyée par le déploiement de **5 hélicoptères, de 220 camions et réservoirs, de 20 bateaux et de 28 équipes médicales**.<sup>(8)</sup>

Des millions de comprimés de purification d'eau (aquatabs), de savons et d'équipements médicaux ont été distribués aux familles touchées par la tempête Isaac et l'ouragan Sandy.<sup>(9)</sup>

Un **plan de contingence choléra pour 2012** a été mis au point.<sup>(10)</sup>

L'**inventaire des partenaires de santé et des stocks médicaux** est disponible dans toutes les communes.<sup>(11)</sup>

**4 000 petits et 4 grands systèmes de filtration** ont été installés dans des institutions publiques, écoles, centres religieux, communautaires ou de santé, afin d'améliorer l'accès à l'eau potable de la population.<sup>(12)</sup>



## TÉMOIGNAGE

*« Le choléra est une maladie si dangereuse, que l'on peut attraper si on ne se protège pas. Je sais que pour me protéger, il faut que je me lave les mains avec de l'eau propre, après être allée aux toilettes ou avoir serré la main de quelqu'un. Et à la maison, je ne dois boire et utiliser que de l'eau traitée ».*

Eunide Joseph, élève à Dessalines, après une séance d'information sur le choléra donnée avec le soutien des Nations Unies.

## DÉFIS ET PERSPECTIVES

La diminution des fonds destinés à la prévention et à la lutte contre le choléra est un défi de plus en plus pressant. L'Appel consolidé pour Haïti (CAP) n'est financé qu'à 40%, ce qui en fait l'un des plus sous-financés au monde. La fourniture de services WASH de base dans les camps reste donc très limitée, avec des niveaux importants de défécation en plein air et seulement 35% des points d'eau communautaires recevant de l'eau chlorée. De plus, le nombre de centres de traitement du choléra est passé de 248 en juin 2011 à 159 en novembre 2012.

Compte tenu du taux d'infection fin 2012, il pourrait y avoir 118 000 nouveaux cas de choléra en 2013. Pour pouvoir répondre aux besoins critiques l'année prochaine, un plan d'action humanitaire a été mis au point, demandant 34 millions de dollars pour la prévention et le traitement de la maladie.

Entités ONU : <sup>(5)</sup><sup>(8)</sup><sup>(12)</sup> MINUSTAH, <sup>(11)</sup> OCHA et Clusters Santé, WASH et Logistique, <sup>(9)</sup> OIM, <sup>(1)</sup><sup>(10)</sup> OPS/OMS, <sup>(7)</sup> UNHAS, <sup>(2)</sup><sup>(3)</sup><sup>(4)</sup><sup>(6)</sup> UNICEF, <sup>(4)</sup><sup>(5)</sup> UNOPS  
<sup>(3)</sup> Banque Inter-Américaine de Développement (BID)



## ACTION HUMANITAIRE

*Les activités humanitaires en Haïti ont eu un impact significatif et tangible ces deux dernières années. Depuis 2010, les acteurs humanitaires ont garanti l'accès aux services nécessaires au million et demi de personnes déplacées suite au séisme, en soutien aux priorités gouvernementales. La population dans les camps a diminué de 77% en deux ans. En outre, le nombre de personnes infectées par le choléra a été considérablement réduit et le taux de mortalité de la maladie a baissé, pour s'établir à 1,2%. Les capacités nationales de préparation et de réponse aux urgences ont aussi été renforcées. Toutefois, malgré ces progrès, Haïti est toujours confronté à des besoins humanitaires auxquels les capacités nationales seules ne sont pas en mesure de répondre.*

### FAITS ET CHIFFRES

#### TEMPÊTE ISAAC (AOÛT 2012)

Plus de **15 800 personnes** ont été évacuées des camps les plus exposés et plus de **15 200 personnes** ont reçu des denrées alimentaires et du matériel d'urgence.<sup>(1)</sup>

La Direction de la Protection Civile (DPC), les Nations Unies et plusieurs ONG ont distribué plus de **25 600 bâches**, **10 300 kits d'hygiène**, **6 100 seaux**, des comprimés de purification d'eau (aquatabs), des moustiquaires et du savon.

Des **outils de culture et des kits agricoles** ont été fournis à 20 000 foyers sous la supervision du ministère de l'Agriculture.

#### OURAGAN SANDY (OCTOBRE 2012)

Près d'**1,2 million de personnes** ont bénéficié d'interventions d'urgence qui se poursuivent actuellement.

**20 000 bâches**, des aliments et la réparation d'urgence des réseaux de distribution de l'eau ont permis de venir en aide à 60 000 personnes touchées par les inondations.

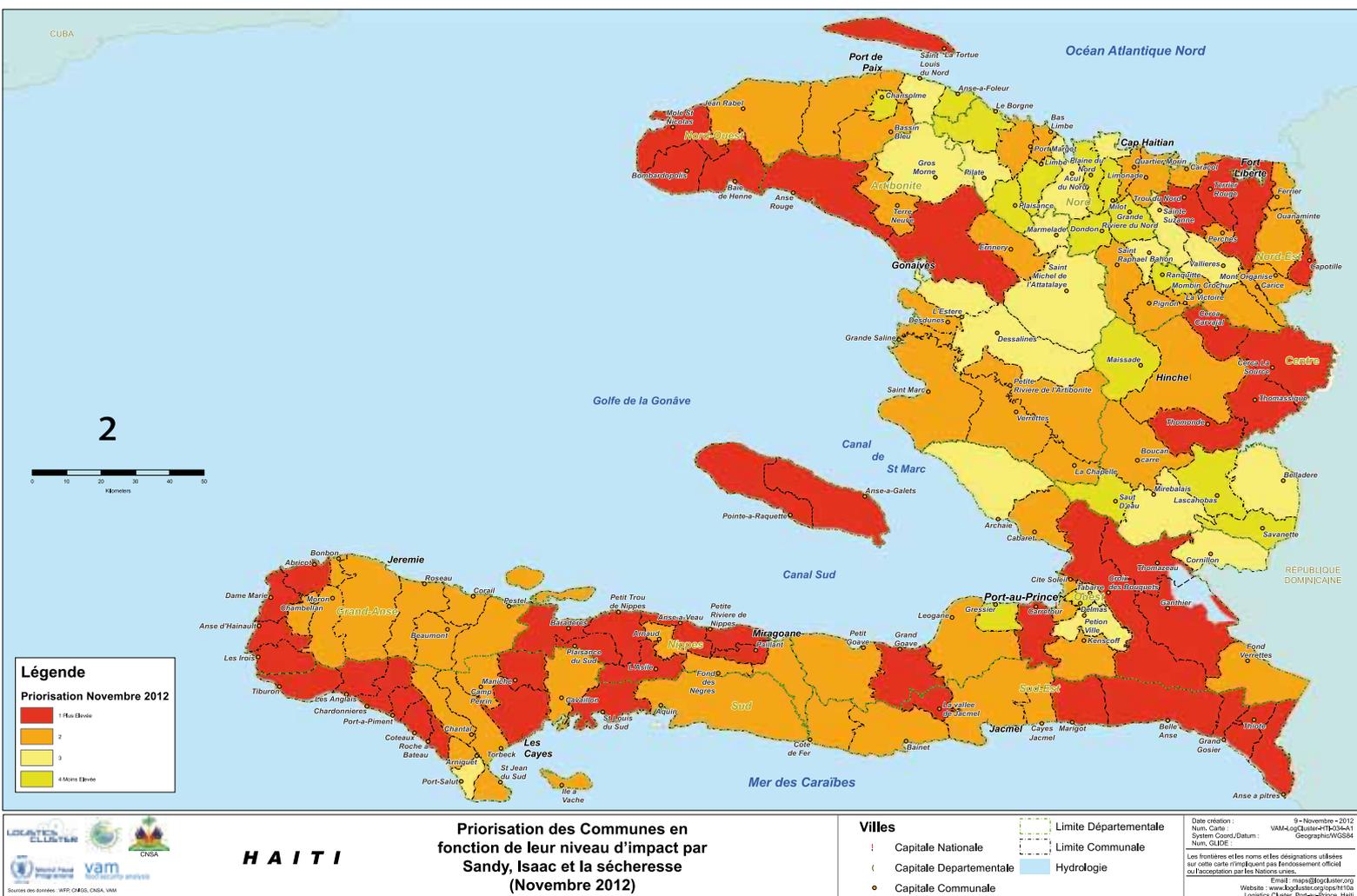
#### PRÉPARATION ET RÉPONSE

Mise au point d'un plan national et de dix plans départementaux de contingence en saison cyclonique.

Organisation de quatre exercices de simulation aux cyclones (SIMEX) au niveau national et dix au niveau départemental, ainsi que du premier SIMEX au tsunami, afin d'améliorer la coordination et la réponse.

Formation de plus de **4 500 personnes** vivant dans les zones les plus vulnérables à la préparation aux catastrophes, à l'évacuation et aux premiers soins.

*Pour plus d'information sur la réduction des risques de catastrophe, consulter la fact-sheet sur le sujet.*



## DÉFIS ET PERSPECTIVES

- La détérioration de la sécurité alimentaire, due à la destruction des récoltes par la sécheresse et de récentes catastrophes naturelles (tempête Isaac et ouragan Sandy), peut entraîner une crise alimentaire si des interventions préventives immédiates ne sont pas lancées. Aujourd'hui, **2,1 millions de personnes vivent en insécurité alimentaire**, et 500 000 d'entre elles, parmi les plus vulnérables, ont besoin d'une assistance immédiate.
- 81 600 enfants de moins de cinq ans sont en état de malnutrition sévère et ont neuf fois plus de risque de mortalité que les autres enfants.
- 358 000 personnes vivent toujours dans les camps, dans des conditions de vie qui se détériorent et exposées à l'insécurité. Des solutions de retour doivent être trouvées d'urgence.
- De manière récurrente, des hausses de cas de choléra sont enregistrées, alors que la réduction des moyens en terme de soins et de prévention met en péril la capacité du pays à garantir les ressources nécessaires en la matière. Compte tenu du taux d'infection fin 2012, il pourrait y avoir 118 000 nouveaux cas de choléra en 2013.

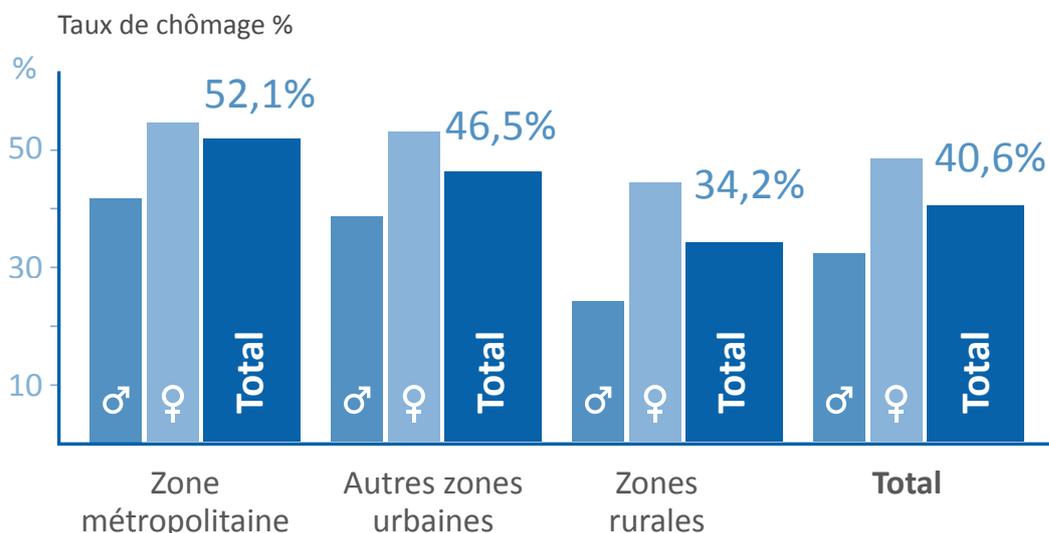
- **Le manque de financement humanitaire en 2011 et 2012 a amoindri les capacités de réponse**, à tel point que les moyens actuels ne permettent pas de répondre aux besoins existants. Au 7 décembre 2012, 61 millions de dollars ont été reçus dans le cadre du CAP 2012, ce qui représente seulement 40% des besoins humanitaires essentiels identifiés pour le pays.
- C'est pourquoi un **plan d'action humanitaire 2013 (HAP)** a été développé. Sur les trois millions de personnes ayant besoin d'assistance, il en identifie 1 million, particulièrement vulnérables, et **demande 144 millions de dollars** pour sa mise en oeuvre. Un des éléments significatif de ce plan est la **priorité accordée à la sécurité alimentaire** (qui représente 34% du financement total demandé).
- Le renforcement des capacités à la préparation et à la réponse aux catastrophes reste une priorité des Nations Unies et de leurs partenaires humanitaires. Le transfert, initié en 2012, des fonctions remplies par les groupes de coordination humanitaire (clusters) vers leurs contreparties nationales, se poursuivra, sous le leadership du gouvernement d'Haïti.

<sup>(1)</sup>Sous la direction de la DPC, avec le soutien de la communauté humanitaire.



## EMPLOI

*Le tremblement de terre n'a fait qu'aggraver une situation critique en matière d'emploi en Haïti, marquée par une grande pauvreté, un taux de chômage élevé et une croissance économique faible. La création d'emplois a par conséquent été au cœur des nombreux projets mis en œuvre avec le soutien des Nations Unies.*



Source : IHSI.EEEI. Enquête Emploi 2007

### PHASE 1:

Urgence et création d'emplois à forte intensité de main d'œuvre

### PHASE 2:

Autonomisation et pérennisation des emplois pour les groupes les plus vulnérables par le biais d'activités génératrices de revenus

### PHASE 3:

Mise en œuvre d'une politique nationale d'emploi à long terme

## URGENCE ET CRÉATION D'EMPLOIS À FORTE INTENSITÉ DE MAIN D'ŒUVRE

Plus de 470 000 emplois temporaires créés (40% de femmes employées).<sup>(1)</sup>

Les programmes Travail contre rémunération, Travail contre nourriture et Argent contre production ont contribué au nettoyage de Port-au-Prince et d'autres villes gravement endommagées par le tremblement de terre. Dans les zones rurales, ils ont permis de réhabiliter de petites infrastructures et de protéger les bassins versants afin d'augmenter la production agricole. Plus largement, ces initiatives ont permis aux Haïtiennes et aux Haïtiens de gagner leur vie durant une période critique.

## AUTONOMISATION ET PÉRENNISATION DES EMPLOIS POUR LES GROUPES LES PLUS VULNÉRABLES PAR LE BIAIS D'ACTIVITÉS GÉNÉRATRICES DE REVENUS

Plus de 800 femmes vulnérables ont été formées et accompagnées dans la création de leur entreprise, et des centaines d'Haïtiens ont été formés à la gestion de petites entreprises, afin de faciliter leur participation à l'économie locale.<sup>(2)</sup>

Les Nations Unies ont soutenu l'identification des zones les plus touchées. Les modèles d'affaires dans les secteurs stratégiques de l'économie haïtienne ont été déterminés, et des activités de plaidoyer effectuées pour promouvoir l'emploi, en particulier des femmes vulnérables.

## AUGMENTATION DE L'ACHAT ET DE LA PRODUCTION D'ALIMENTS POUR DYNAMISER LE SECTEUR AGRICOLE

La production locale de lait à destination des écoles a été augmentée avec le soutien de l'ONU, pour atteindre 28 000 enfants dans 72 écoles. En tout, la quantité d'aliments achetés localement est passée de 566 tonnes en 2009 à 3 400 tonnes en 2012.<sup>(3)</sup>

Acheter des aliments haïtiens permet de soutenir les agriculteurs locaux, d'améliorer la sécurité alimentaire et de stimuler un secteur clé de l'économie.

## DÉFIS ET PERSPECTIVES

### Accès à l'emploi

➤ Les Nations Unies travaillent avec les institutions gouvernementales pertinentes au développement des normes de création d'emploi et de centres d'affaires dans les zones métropolitaines, ainsi que dans certaines zones rurales, pour faciliter l'accès au marché de l'emploi. Un soutien est également apporté à la réforme de la formation professionnelle afin de mieux l'adapter aux besoins de l'économie.

### Définition d'une politique nationale de l'emploi

➤ Les Nations Unies soutiennent également l'élaboration d'une politique de l'emploi en appuyant le renforcement des ministères de l'Économie et des Finances, du Commerce et de l'Industrie, et de l'Éducation et de la Formation professionnelle.

### Faible accès au crédit pour les petite et micro-entreprises

➤ Les Nations Unies travaillent à la définition d'un cadre de régulation pour faciliter l'accès au crédit pour les petites et micro-entreprises.

### 95% des petites et moyennes entreprises sont informelles

➤ Les Nations Unies apportent un soutien au gouvernement et aux partenaires du secteur privé pour faciliter le processus d'enregistrement formel des entreprises.

### Les marchés et les secteurs forts de l'économie nationale sont isolés.

➤ Les Nations Unies conduisent des analyses afin de développer les liens entre les entreprises leaders et les petite et micro-entreprises travaillant dans un même secteur.

➤ En outre, les secteurs de la culture et du tourisme seront renforcés par la création de pôles culturels et touristiques.<sup>(4)</sup>

## TÉMOIGNAGE



« Avec ce que j'ai gagné, j'ai pu inscrire ma fille à l'école et agrandir mon exploitation. J'ai agrandi la cage et acheté de nouveaux poussins pour lancer un deuxième cycle de production. Comme ça, je vais pouvoir gagner plus, et prendre soin de ma famille ».

Après avoir tout perdu dans le tremblement de terre, Marie-Maude Joseph a suivi des formations appuyées par les Nations Unies pour développer son activité professionnelle.



## ENVIRONNEMENT

*Ces trente dernières années, la couverture forestière en Haïti s'est gravement réduite, pour représenter seulement moins de 2% du territoire. En outre, 85% des bassins versants sont en mauvais état, ce qui entraîne de fréquentes inondations, l'érosion des sols et des pertes importantes en substances nutritives essentielles à l'agriculture. En 2012, les Nations Unies ont poursuivi leurs efforts pour augmenter la production agricole, améliorer la gestion des bassins versants et accélérer la reforestation.*

### POURQUOI PROTÉGER L'ENVIRONNEMENT EN HAÏTI

- Des pratiques environnementales non durables dans l'agriculture et dans d'autres domaines entraînent des pertes économiques sur le long terme.
- Les prochaines générations d'Haïtiens hériteront d'une capacité plus faible à la résilience et à l'adaptation aux chocs externes (comme les ouragans et d'autres événements climatiques).
- Le manque accru de ressources comme l'eau peut générer des tensions entre les communautés.

Les Nations Unies travaillent au niveau central avec le ministère de l'Environnement, au niveau départemental, en particulier dans le Sud, et des deux côtés de la frontière avec la République dominicaine.

Dans le département du Sud, plusieurs agences (FAO, PAM, PNUD, PNUE, UNOPS) ont mis leurs expertises et leurs ressources en commun dans la production agricole, la gestion des bassins versants, la promotion des énergies renouvelables, la gestion des ressources côtières et marines et la préservation de la biodiversité, entre autres.

### FAITS ET CHIFFRES

13 brigades de reforestation (contre 6 en 2011) travaillant à la frontière entre Haïti et la République dominicaine ont replanté 300 hectares d'arbres de forêt et d'arbres fruitiers.<sup>(1)</sup>

Afin d'améliorer la gestion partagée des ressources naturelles, un comité binational est désormais opérationnel, avec des représentants des ministères de l'Environnement haïtien et dominicain.

Dans le cadre du programme de réduction de la vulnérabilité soutenu par les Nations Unies dans le département du Sud :

- plus de 1 300 m de murs de gabions ont été construits.
- **1,5 million de semis** ont été préparés pour la reforestation de 1 000 ha de terrain à Aquin et St Louis du Sud.
- plus de **50 000 emplois temporaires** ont été créés (30% de femmes employées) sur 18 mois.
- **70% des fonds pour les projets de réhabilitation et d'atténuation** ont été alloués par le biais d'entités étatiques (municipalités ou directions départementales des ministères concernés).



Les Nations Unies ont soutenu la production et la vente de **500 produits à énergie propre**, et ont aidé au **lancement de onze entreprises** dans ce secteur dans le département du Sud.<sup>(2)</sup>

Afin de maximiser l'utilisation d'énergies alternatives et de réduire la consommation de bois, les Nations Unies ont soutenu la construction de **deux centrales hydroélectriques pilotes** dans le département du Sud.<sup>(3)</sup>

De même, les Nations Unies ont continué à promouvoir l'**utilisation de briquettes pour la cuisson des repas** dans les écoles, économisant ainsi 20 575 kg de charbon et 123 000 kg de bois durant l'année scolaire 2011-2012.<sup>(4)</sup>

Enfin, plus de **250 lampadaires solaires** ont été installés dans les zones les plus pauvres de Port-au-Prince.<sup>(5)</sup>

## DÉFIS ET PERSPECTIVES

- Les Nations Unies vont poursuivre leur soutien aux institutions haïtiennes, au niveau central et départemental, afin d'aider à la modernisation de la législation environnementale et au renforcement des capacités nationales en matière de planification, de gestion des fonds et de coordination.
- Leur engagement auprès des organisations communautaires sera également maintenu, dans le but d'améliorer les sources de revenus de la population, notamment en développant la pêche durable, l'écotourisme et les systèmes d'agroforesterie.



### TÉMOIGNAGE

*« Replanter des arbres, c'est redonner la vie. Ça permet de protéger nos sources d'eau dans les montagnes et de prévenir les glissements de terrain ».*

Troimène Siméon, membre d'un groupe de femmes engagées dans la reforestation à Aquin (Sud).

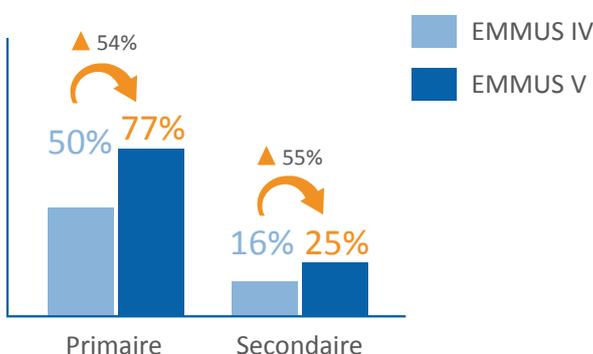


## ÉDUCATION

Le secteur de l'éducation est confronté à de nombreux défis, dus aux lacunes en matière d'infrastructures publiques, de frais d'inscription souvent prohibitifs dans les établissements privés et d'une répartition déséquilibrée des écoles dans le pays. Toutefois, ces dernières années, des progrès importants ont été réalisés, particulièrement en matière d'accès à l'éducation primaire. Les Nations Unies travaillent avec le gouvernement d'Haïti pour poursuivre ces efforts, harmoniser le système d'éducation, abolir les frais de scolarité et définir des normes qualitatives pour les professionnels étatiques et non-étatiques du secteur.

### FAITS ET CHIFFRES

Taux net de scolarisation



77% des enfants en âge d'être scolarisés (11-16 ans) sont inscrits à l'école primaire, une amélioration significative par rapport à 2005-2006 (moins de 50%).

Grâce au programme national actuellement mis en œuvre dans les dix départements du pays, plus d'un million d'enfants bénéficient d'une **éducation gratuite**.

Les Nations Unies ont soutenu 750 000 de ces enfants, 16 500 enseignants et 2 700 écoles avec la distribution de kits et de matériels pédagogiques, ainsi que d'équipements, dans le but de contribuer à la hausse du taux de scolarisation 2011-2012.<sup>(1)</sup>

Près de 200 écoles ont été construites dans les zones touchées par le tremblement de terre et pourvues d'installations d'eau et d'assainissement, permettant d'améliorer les conditions d'apprentissage de plus de 70 000 enfants et de **réduire leur exposition aux maladies hydriques**.

Un million d'enfants dans 5 000 écoles ont été sensibilisés à la **prévention du choléra**.<sup>(2)</sup>

En soutien au programme national d'alimentation scolaire, les Nations Unies ont travaillé avec plus de 16 partenaires locaux et internationaux pour fournir un repas chaud par jour à **685 000 enfants dans 2 000 écoles** du pays.<sup>(3)</sup>



Cette année, un total de 894 000 enfants ont bénéficié de repas à l'école, à travers différents partenaires.

Afin d'augmenter le recours aux producteurs locaux et de stimuler l'économie haïtienne, les Nations Unies ont aussi fourni du lait produit localement, « Let a Gogo », à 28 000 enfants dans 72 écoles.<sup>(4)</sup>

Pour réduire la consommation de charbon et promouvoir des sources d'énergie alternatives, l'utilisation de briquettes pour la cuisson des repas dans les écoles a été étendue, permettant d'économiser 20 575 kg de charbon et 123 000 kg de bois durant l'année scolaire 2011-2012.<sup>(5)</sup>

Le ministère de l'Éducation a également reçu une assistance technique pour la réforme du curriculum d'enseignement, la formation des professeurs et la consolidation des statistiques nationales dans le secteur.<sup>(6)</sup>

## DÉFIS ET PERSPECTIVES

En 2013, les Nations Unies vont poursuivre leur soutien aux institutions gouvernementales pour ouvrir aux enfants plus d'opportunités pédagogiques formelles, communautaires et familiales, dès leur plus jeune âge.

Elles appuieront également le gouvernement dans le développement de cadres de régulation et la définition de normes de qualité pour le système d'éducation. Dans le cadre de sa réponse à l'insécurité alimentaire qui touche Haïti cette année, le Programme alimentaire mondial (PAM) prévoit de distribuer aux enfants dans les écoles des rations de

nourriture à ramener à la maison pendant la période de soudure (avril-mai 2013). Les efforts seront également intensifiés pour augmenter les achats de denrées locales et le recours aux briquettes pour la cuisson des repas dans les écoles.



### TÉMOIGNAGE

Gloria vit à Citron Marlique, dans les montagnes à la périphérie de Port-au-Prince, dans une maison en ciment d'une seule pièce qu'elle partage avec ses parents et ses trois sœurs.

Aujourd'hui, elle rejoint 200 autres enfants à l'école primaire, dans un établissement tout neuf construit en aval de sa maison par l'UNICEF, avec le soutien de la communauté de Citron Marlique.

Pour son premier jour à l'école, un kit pédagogique l'attend. Elle trouve rapidement où s'asseoir dans la classe et écrit avec soin son nom dans les cahiers qu'elle vient de recevoir.

« Je suis heureuse de venir à l'école et d'y retrouver mes amis », dit-elle.

# ACRONYMES

<b>BIT :</b>	Bureau international du travail
<b>CAED:</b>	Cadre national de coordination de l'aide externe au développement
<b>FAO :</b>	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
<b>FIDA :</b>	Fonds international de développement agricole
<b>FMI :</b>	Fonds monétaire international
<b>FNUAP :</b>	Fonds des Nations Unies pour la population
<b>HCDH :</b>	Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
<b>HCR :</b>	Agence des Nations Unies pour les réfugiés
<b>MINUSTAH :</b>	Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti
<b>OCHA :</b>	Bureau de coordination des affaires humanitaires
<b>OIM :</b>	Organisation internationale pour les migrations
<b>ONU Femmes :</b>	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
<b>ONU-Habitat :</b>	Programme des Nations Unies pour les établissements humains
<b>ONUSIDA :</b>	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA
<b>OPS/OMS :</b>	Organisation panaméricaine de la santé / Organisation mondiale de la santé
<b>PAM :</b>	Programme alimentaire mondial
<b>PNUE :</b>	Programme des Nations Unies pour l'environnement
<b>PNUD :</b>	Programme des Nations Unies pour le développement
<b>UNESCO :</b>	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
<b>UNHAS :</b>	Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies
<b>UNICEF :</b>	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
<b>UNOPS :</b>	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
<b>WASH :</b>	Eau, Assainissement et Hygiène pour tous